

## Panorama de la Guyane

### CARACTERISTIQUES STRUCTURELLES

#### Données de cadrage

Chef-lieu		Cayenne
Superficie	83 846 km <sup>2</sup> (16 % du territoire national, équivalent à la surface du Portugal)	
Situation géographique	Nord-est du continent sud-américain, limitrophe du Brésil et du Suriname, Paris à 7 000 km	
Langues parlées	Français + Créole, langues amérindiennes et bushinengés	
Monnaie		Euro
Statut	Région et Département d'Outre-mer (DROM) et région ultrapériphérique européenne (RUP)	
Rang mondial IDH (2010)		37°
Représentation nationale	2 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental	
Représentation de l'État		Préfet

#### Repères historiques : une succession de vagues d'immigration

A la différence des autres départements d'Outre-mer qui sont des îles, la Guyane se situe au nord-est du sous-continent sud-américain. Elle forme le plus vaste des départements français d'outre-mer (16 % du territoire de l'Hexagone), équivalent à la surface du Portugal.

Les premières traces de peuplement de l'Amazonie datent d'environ 6 000 ans avant notre ère. Les européens découvrent la Guyane en 1500, et les français s'y installent en 1643 : elle est alors peuplée par les amérindiens. L'esclavage, institué dans la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, est aboli en 1848. Le premier bagne ouvre à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle pour les ennemis de la Révolution. A partir de 1852, sous Napoléon III, commence véritablement la déportation de forçats, afin de combler les besoins en main d'œuvre suite à l'affranchissement de plus des deux tiers de la population en 1848. Plusieurs bagnes sont construits, dont les principaux à Cayenne, sur les Îles du Salut et à Saint-Laurent-du-Maroni.

Le premier site aurifère est découvert en 1855, donnant lieu à une ruée vers l'or qui ne s'achèvera qu'à la fin de la seconde guerre mondiale et amènera de nombreux émigrants, en provenance notamment des Antilles.

L'année 1965 marque le début de la construction du Centre Spatial Guyanais à Kourou. L'activité spatiale prend rapidement une place importante dans l'économie et la vie guyanaise. Le 9 avril 1968 est lancée la première fusée sonde baptisée Véronique et, le 24 décembre 1979, la première fusée Ariane. Depuis, plus de 500 lancements ont été réalisés de Kourou.

La Guyane est devenue plus récemment un pôle d'attraction pour les migrants en provenance d'une grande partie de l'Amérique du Sud et des Caraïbes, principalement du Suriname, du Brésil, du Guyana ou d'Haïti. L'immigration est facilitée par l'inclusion de la Guyane dans le sous-continent sud-américain, les fleuves frontières (le Maroni à l'Ouest avec le Suriname, l'Oyapock à l'est avec le Brésil) étant davantage des lieux d'échanges et de passages que de véritables frontières.

#### Organisation institutionnelle : de la région mono-départementale à la collectivité unique

Le cadre institutionnel de l'Outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003. Depuis les lois de départementalisation du 19 mars 1946 et du 31 décembre 1982, la Guyane est un département et une région. A la différence de ses homologues de métropole, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. Elle est, comme les autres DOM, une région ultrapériphérique de l'Union européenne, ce qui implique l'applicabilité du droit communautaire et lui permet de bénéficier des fonds structurels.

Suite au référendum de janvier 2010, la nouvelle collectivité unique, se substituant au département et à la région, devrait voir le jour en 2014. Un projet de loi définissant les modalités organisationnelles et de fonctionnement (gouvernance, mode de scrutin, nombre de conseillers, moyens financiers) de la collectivité a été présenté en Conseil des ministres en janvier 2011 et voté en juillet 2011.

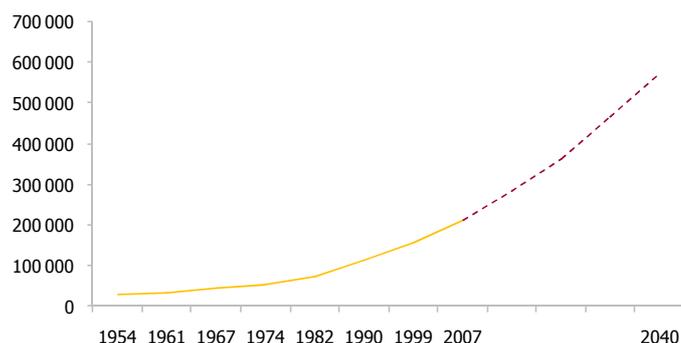
# UNE POPULATION JEUNE ET EN CROISSANCE

La population guyanaise se caractérise par son fort taux de croissance, sa jeunesse et la part importante de la population immigrée.

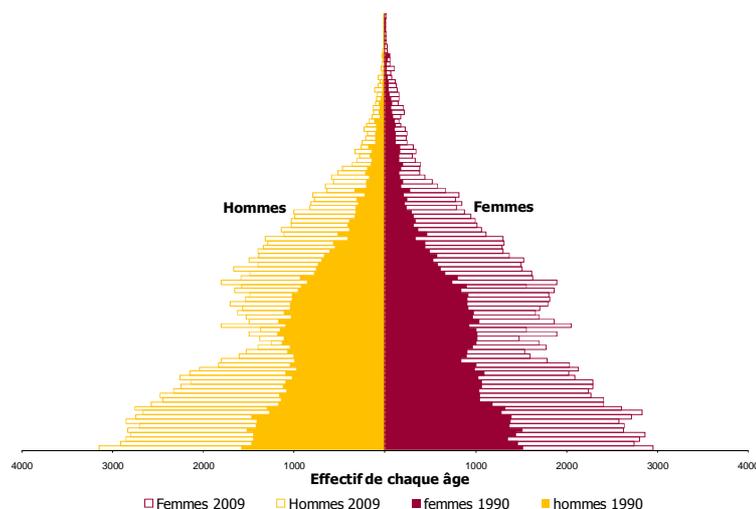
La jeunesse de la population s'explique en grande partie par la fécondité élevée : 3,6 enfants par femme. Entre 1999 et 2010, la population guyanaise a enregistré une croissance annuelle moyenne d'environ 3,7 %, soit un rythme cinq fois plus important qu'au niveau national. Selon les projections de l'INSEE, la population devrait presque tripler en 30 ans, dépassant le demi-million en 2040.

La présence d'une forte population immigrée (30 % de la population) est issue de vagues successives provenant de différents pays. Il en résulte une grande pluralité culturelle.

Evolution de la population de Guyane à l'horizon 2040



Source : INSEE



Source : INSEE

Population au 1 <sup>er</sup> janvier 2010 (estimation)	232 223
Part des moins de 20 ans (2009, %)	44,4
Part des 20-59 ans (2009, %)	49,4
Part des plus de 60 ans (2009, %)	6,2
Densité de la population (2009, hab./km <sup>2</sup> )	2,7
Taux de croissance annuel moyen de la pop. (2000-2010, %)	3,7
Taux de natalité (2009, ‰)	26,9
Taux de mortalité (2009, ‰)	3,1
Taux de mortalité infantile (2009, ‰)	10,4
Nombre d'enfants par femme (2008)	3,6
Espérance de vie à la naissance (H/F, 2008)	74,8 / 81,2

Source : INSEE

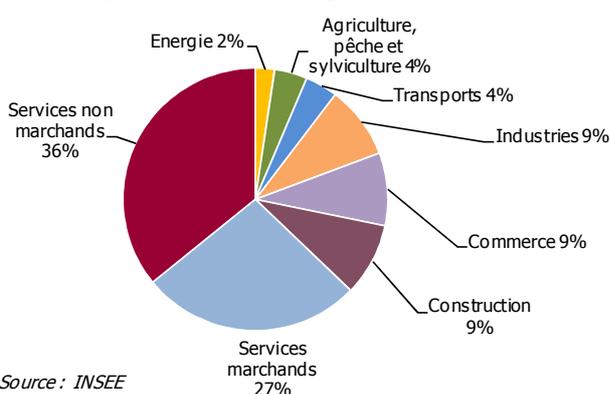
## PANORAMA DE L'ECONOMIE

Cette petite économie (moins de 10 % du PIB des DOM en 2009) connaît depuis plusieurs années une très forte expansion : de 1999 à 2007, le PIB guyanais a progressé de 4,3 % par an en termes réels, contre 2,1 % par an en moyenne nationale. Cette vitalité est en grande partie liée au dynamisme démographique : l'augmentation de la population constitue un défi qui s'accompagne d'importants investissements en matière d'équipement du territoire et de l'essor d'un tissu productif pouvant ouvrir la voie à un développement plus autonome.

Le secteur spatial est également un vecteur important du dynamisme économique, tirant les exportations à hausse et influençant les autres composantes de la demande, notamment l'investissement.

Cette croissance n'a pas encore permis de combler le retard par rapport à la moyenne nationale : le PIB par habitant ne représente encore que 47 % du PIB par habitant français, un des taux les plus bas de l'outre-mer.

Répartition de la valeur ajoutée en 2007



Source : INSEE

Principaux indicateurs économiques

PIB (2009, Mds €)	3,2
Taux de croissance du PIB (2009, %, en volume)	3,6
PIB/habitant (2009, €)	14 028
Taux d'inflation (glissement annuel au 31/12/2010, %)	0,4
Total des importations (2009, M€)	1 081
Total des exportations <sup>1</sup> (2009, M€)	1 010
Solde commercial (2009, M€)	-71
Taux de couverture des biens <sup>2</sup> (2009, %)	12,7
Taux de dépendance de l'extérieur <sup>3</sup> (2009, %)	45,0
Dépenses de l'Etat (2009, M€)	1 075,2
Endettement bancaire des collectivités <sup>4</sup> de Guyane (2009, % du PIB)	10,0%

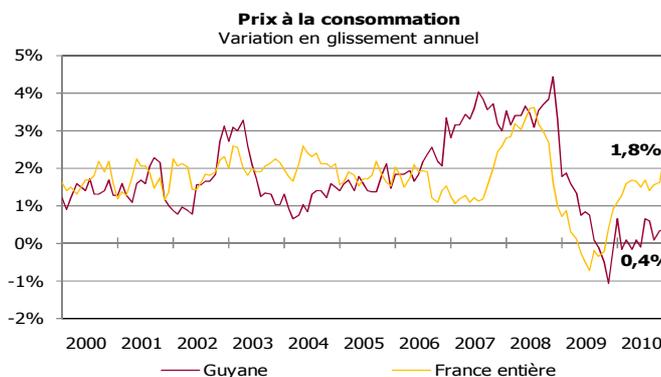
<sup>1</sup> y.c. certains services liés au spatial <sup>2</sup> exportations/importations <sup>3</sup> importations/PIB

<sup>4</sup> Région, Département, communes et communautés de communes

Sources : INSEE, CEROM estimations 2009, chiffres provisoires Douanes, DRFIP

## Une hausse des prix modérée depuis deux ans

La Guyane connaît depuis 2004 une accélération de la hausse des prix, particulièrement marquée en 2007 et 2008, sous l'effet notamment des fortes hausses des prix des services, des produits frais et de l'énergie. Les années 2009 et 2010 ont enregistré un net ralentissement, puis une stabilisation. Le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation est de + 0,4 % en décembre 2010, mais le début de l'année 2011 marque une hausse sensible.



Source : INSEE

## Un marché du travail toujours dégradé

Le marché du travail se caractérise par un faible taux d'activité (56 % sur la tranche 15-64 ans), un poids encore important de l'informel et un taux de chômage élevé (21 % en juin 2010 et 23 % en moyenne entre 2002 et 2010).

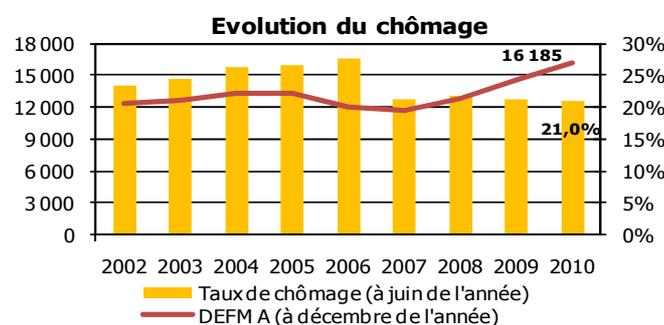
L'emploi public reste prédominant : les trois fonctions publiques (d'État, territoriale et hospitalière) versaient en 2004 plus de la moitié de la masse salariale (contre un peu plus de 20 % en métropole). Les services et le BTP ont été les plus dynamiques en termes de créations d'emploi depuis 2000.

### Emploi salarié par secteur d'activité

	2 000	2 009	Var. 09/00	Part en 2009
Agriculture et pêche*	740	275	-62,8%	1,1%
Industrie et énergie	2 653	3 223	21,5%	12,5%
BTP	2 107	3 697	75,5%	14,5%
Commerce	3 481	4 524	30,0%	17,6%
Services	9 456	13 993	48,0%	54,4%
<b>Total</b>	<b>18 437</b>	<b>25 712</b>	<b>39,5%</b>	<b>100%</b>

\* Le champ de l'enquête n'est pas exhaustif, observant essentiellement l'évolution de l'emploi salarié non agricole

Source: Pôle Emploi



Sources : DIECCTE, INSEE

DEFMA: demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé au cours du mois

## Une économie encore largement dépendante

La part des importations dans le PIB, proche de 100 % pendant la décennie 1990, s'est réduite mais reste structurellement élevée (entre 50 et 60 %), en raison de l'activité spatiale qui nécessite l'importation de biens d'équipement à haute valeur ajoutée et de la faiblesse des filières productives. Cependant, à la différence des autres DOM, la Guyane dispose d'une production agricole variée qui couvre en grande partie les besoins de son marché intérieur. Les exportations sont peu diversifiées : réexportations de biens liés au spatial (catégorie « biens d'équipement »), or et produits de la pêche.

La métropole demeure largement le premier partenaire commercial de la Guyane, qui échange encore très peu avec ses voisins sud-américains.

### Les principaux produits importés en 2010

(M€)	
Industries des biens d'équipement	402,0
Industries agroalimentaires	178,7
Produits pétroliers raffinés	158,5
Industries des biens de consommation	138,7
Divers (bois, caoutchouc, métaux...)	127,5
<b>Total imports</b>	<b>1 081,8</b>

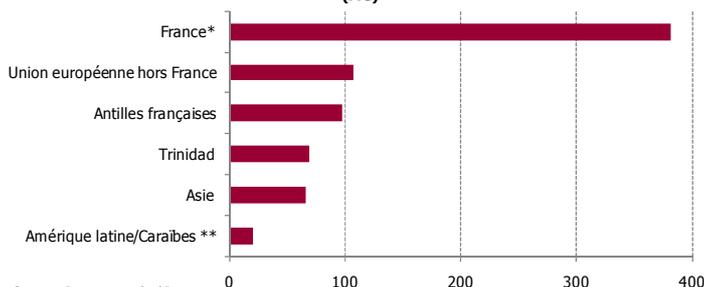
Source: Douanes

\*comprend la valeur des containers vides et des biens liés au spatial

### Les principaux produits exportés en 2010

(M€)	
Industries des biens d'équipement *	88,5
Produits métalliques et métallurgiques (dont or)	31,3
Autres (produits chimiques, du bois)	21,6
Industries agroalimentaires	14,8
dont crevettes	4,6
<b>Total exports</b>	<b>158,3</b>

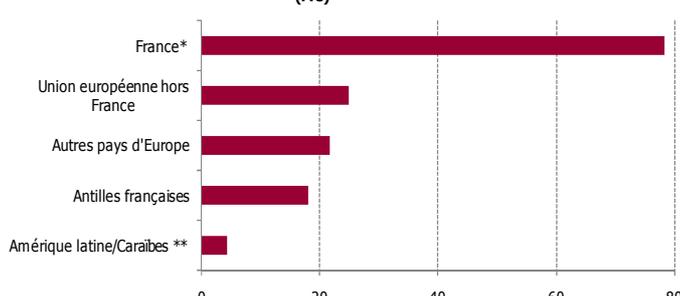
### Les principaux fournisseurs de la Guyane en 2010



Source : Douanes, calcul Insee

\* France entière hors DFA \*\* Hors DFA et Trinidad

### Les principaux clients de la Guyane en 2010



Source : Douanes, calcul Insee

\* France entière hors DFA \*\* Hors DFA

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITE

L'économie guyanaise est dominée par le secteur tertiaire, mais l'industrie continue à se développer. Le poids de l'activité spatiale dans l'économie a diminué d'environ dix points en dix ans, traduisant une certaine diversification de l'activité locale. La plupart des filières traditionnelles sont en difficulté : la production d'or se replie, la riziculture est en déclin et l'accès à la ressource crevettière est problématique. En revanche la filière bois, qui bénéficie d'une demande soutenue, se développe. Le tourisme dispose d'un bon potentiel de développement, notamment en matière d'écotourisme, mais manque de structures d'accueil et de professionnels qualifiés.

### Le rôle moteur du spatial

Bien que son importance soit en recul, la filière spatiale a un effet d'entraînement sur les secteurs de l'industrie, des services aux entreprises et du transport. Selon une étude d'impact menée par l'INSEE en 2007, le poids de cette activité représentait 16,2 % du PIB en 2002 (contre près de 26 % en 1994) : 4 % d'effets directs, 10,3 % d'effets indirects et 1,9 % d'effets induits. Les effectifs du Centre Spatial Guyanais sont d'environ 1 500 personnes et on estime à 4 200 les emplois induits. Depuis plusieurs années, le rythme de lancements est soutenu : en moyenne 6 lancements par an, soit près de 12 satellites.

### La construction tirée par la commande publique et les besoins en logements

Tant en termes d'infrastructures que de logements (avec des besoins estimés à 3 500 logements par an contre une production de l'ordre de 2 200 en 2010), les besoins sont très importants. Le secteur a connu une croissance soutenue entre 2006 et 2008, grâce notamment à la commande publique et aux grands chantiers (Soyouz). Après un ralentissement en 2009-début 2010, en raison notamment de la fermeture du pont du Larivot, principal axe routier reliant l'île de Cayenne à l'ouest guyanais, l'activité semble repartir.

### Un secteur aurifère en difficulté

Si l'or est toujours la principale exportation « locale », avec un cinquième du total en valeur, ce bon résultat s'explique par la flambée du cours de l'or. Les volumes d'or produits et exportés ne cessent de décliner depuis 2002. La filière est affectée par les problèmes liés à l'orpaillage clandestin et par le durcissement des contraintes règlementaires.

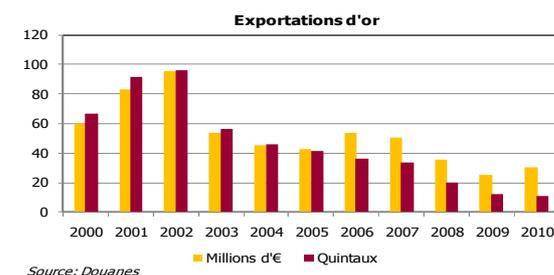
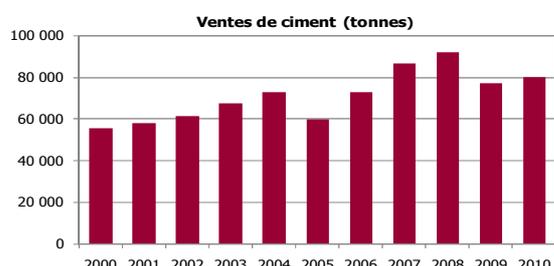
#### Indicateurs sectoriels

	2000	2010	Var. 10/00
Production de riz (tonnes)	19 612	9 481	-51,7%
Exportations d'or * (tonnes)	6,7	1,1	-83,6%
Prise de crevettes (tonnes)	2 737	969	-64,6%
Volume de grumes exploitées (m <sup>3</sup> )	56 158	70 619	25,8%
Satellites lancés (nombre) **	11	12	9,1%
Trafic aérien passagers (nombre)	436 166	423 849	-2,8%

\*Données provisoires

\*\*Donnée 2001 en raison d'un point atypique en 2000

Sources : DAAF, Douanes, IFREMER, ONF, Arianespace, CCI RG



## LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Le financement de l'économie guyanaise est principalement assuré par les établissements de crédit implantés localement (qui détiennent 85 % de l'encours total de crédits). La croissance annuelle des concours bancaires, soutenue par une forte demande de financements de logements, est essentiellement portée par les crédits à l'habitat (octroyés notamment aux ménages et aux bailleurs sociaux) qui représentent plus de 50 % de l'encours total. Les entreprises concentrent 50 % de l'endettement global du département, contre 30 % pour les ménages et 15 % pour les collectivités locales. Dans un contexte de politiques plus sélectives en matière d'octroi, le taux de créances douteuses de la place a diminué de moitié en 5 ans, s'établissant à 4,7 % fin 2010.

Entreprises	2 010	Ménages	2 010
Coût du crédit aux entreprises (Juillet /Août 2010)		Nombre d'habitants par guichet bancaire	5 664
-moyen et long termes	5,7%	Nombre d'habitants par guichet automatique	2 394
Encours bancaires (tous établissements)	1130 M€	Nombre de comptes bancaires par habitant	1,28
crédits d'exploitation	74,3 M€	Nombre de cartes en circulation	208 977
crédits d'investissement	352,1 M€	Nombre de dossiers de surendettement déposés	185
crédits immobiliers	699,2 M€	Encours bancaires (tous établissements)	687,8 M€
Actifs financiers (tous établissements)	320,5 M€	crédits à la consommation*	169,5 M€
dépôts à vue	235,8 M€	crédits à l'habitat	518,2 M€
épargne liquide ou à court terme	79,3 M€	Actifs financiers (tous établissements)	913,5 M€
épargne à long terme	5,4 M€	dépôts à vue	310,1 M€
Nombre d'incidents de paiement sur effet	374	épargne liquide ou à court terme	298,7 M€
Nombre de personnes morales en interdiction bancaire	658	épargne à long terme	304,6 M€
		Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire	7 940
		Endettement moyen par ménage** (en €)	11 514
		Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible brut, 2007)	26,8%
		Taux de créances douteuses brutes (établissements locaux, tous agents)	4,7%

\*hors nouvel intervenant sur le marché du crédit de trésorerie en 2010

\*\*59 735 ménages estimés par l'Insee en 2007

Pour les entreprises, les encours des crédits immobiliers, d'investissement et d'exploitation représentent respectivement 62 %, 31% et 7 % de leurs concours bancaires en décembre 2010

Pour les ménages, les encours des crédits à l'habitat et à la consommation représentent respectivement 75 % et 25 % de leurs concours bancaires en décembre 2010

Source : IEDOM - Encours au 31 décembre 2010 et évolution sur un an; INSEE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. DE SEZE – Responsable de la rédaction : J.-P. DERANCOURT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : juillet 2011 – Dépôt légal : juillet 2011 – ISSN 1952-9619